



Assemblée générale Conseil économique et social

Distr. générale
27 juin 2005
Français
Original: anglais

Assemblée générale**Soixantième session**

Point 74 d) de la liste préliminaire*

Renforcement de la coordination

**de l'aide humanitaire et des secours en cas
de catastrophe fournis par les organismes
des Nations Unies, y compris l'assistance
économique spéciale**

Conseil économique et social**Session de fond de 2005**

Point 9 de l'ordre du jour provisoire**

**Application de la Déclaration sur l'octroi
de l'indépendance aux pays et aux peuples
coloniaux par les institutions spécialisées
et les organismes internationaux associés
à l'Organisation des Nations Unies**

Assistance au peuple palestinien

Rapport du Secrétaire général***

Résumé

L'année étudiée a été marquée par l'annonce du plan israélien de désengagement de la bande de Gaza et de certaines zones du nord de la Cisjordanie, la mort du Président palestinien Arafat, le succès de l'élection présidentielle palestinienne et les efforts prudents déployés à la fois par les Israéliens et les Palestiniens en vue de relancer le processus de paix, en dépit de la poursuite des violences, qui ont tué des deux côtés. Bien que quelque peu assouplis à la fin de la période étudiée, les bouclages intérieurs et extérieurs et d'autres mesures prises par l'armée israélienne ont entretenu les difficultés économiques dont souffrent les Palestiniens et continué de restreindre l'acheminement des fournitures d'urgence nécessaires.

Du fait de la situation humanitaire, l'aide d'urgence est demeurée la priorité tout au long de l'année, mais les organismes des Nations Unies ont pris des mesures au niveau de leurs programmes de façon à aider l'Autorité palestinienne, par l'appui technique et le renforcement des capacités, à recentrer son action sur la planification à long terme et sur l'amélioration de la gouvernance aux niveaux central et municipal.

* A/60/50 et Corr.1.

** E/2005/100.

*** Le présent rapport a été soumis après la date limite afin d'y inclure autant d'informations à jour que possible.



On trouvera dans le présent rapport une description des efforts déployés par les organismes des Nations Unies, en collaboration avec leurs partenaires palestiniens et ceux de la communauté des donateurs, pour venir en aide à la population civile et aux institutions palestiniennes.

I. Introduction

1. Le présent rapport est soumis en application de la résolution 59/56 de l'Assemblée générale, en date du 2 décembre 2004, dans laquelle l'Assemblée a prié le Secrétaire général de lui présenter à sa soixantième session, par l'intermédiaire du Conseil économique et social, un rapport sur l'application de la résolution. Le présent rapport couvre la période allant de mai 2004 à avril 2005.

2. Des renseignements sur les conditions de vie et la situation socioéconomique du peuple palestinien figurent dans les rapports d'autres organismes des Nations Unies, notamment : a) le rapport de la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale (CESAO) concernant les répercussions économiques et sociales de l'occupation israélienne sur les conditions de vie du peuple palestinien dans le territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem, et de la population arabe du Golan syrien occupé (A/59/89-E/2004/21); b) le rapport annuel du Commissaire général de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) (A/59/13); c) le rapport du Bureau de la coordination des affaires humanitaires sur la situation humanitaire dans la bande de Gaza (octobre 2004), intitulé « Gaza on the Edge » (Situation critique à Gaza).

3. Tout au long de l'année, le Coordonnateur spécial des Nations Unies pour le processus de paix au Moyen-Orient et Représentant personnel du Secrétaire général auprès de l'Organisation de libération de la Palestine et de l'Autorité palestinienne a poursuivi ses efforts en vue d'appuyer le processus de paix, d'assurer une coordination efficace entre l'Autorité palestinienne, l'ONU, la communauté internationale et le Gouvernement israélien, et de recueillir des données sur la situation économique et sociale dans le territoire palestinien occupé.

II. Vue d'ensemble de la situation actuelle

Contexte politique

4. Israël a annoncé son plan de désengagement en février 2004. L'initiative de retrait de la bande de Gaza et de certaines zones du nord de la Cisjordanie a été accueillie favorablement par la communauté internationale, qui a toutefois souligné la nécessité d'exécuter ce plan en coordination avec l'Autorité palestinienne et le Quatuor et en totale conformité avec les dispositions de la Feuille de route. Le Quatuor a manifesté son soutien à l'initiative dans une déclaration datée du 4 mai 2004.

5. L'ONU a continué de demander la pleine application de la Feuille de route, approuvée par le Conseil de sécurité dans sa résolution 1515 (2003), et l'instauration au Moyen-Orient d'une paix juste, durable et globale par la pleine application des résolutions 242 (1967), 338 (1973), 1397 (2002) et 1515 (2003). L'Organisation a exhorté les parties à s'appuyer sur le plan de désengagement en le considérant comme un premier pas vers la relance de pleines négociations. La communauté internationale, malgré le caractère unilatéral du plan et certaines inquiétudes relatives à ses conséquences économiques, a collaboré avec les deux parties pour garantir un retrait d'Israël favorable à la relance de l'économie palestinienne et à la reprise du processus de paix.

6. Au lendemain de l'élection de Mahmoud Abbas (Abu Mazen) à la présidence de l'Autorité palestinienne et de la formation d'un nouveau Gouvernement israélien en janvier 2005, les deux parties ont pris des mesures constructives qui ont fait naître des espoirs de changement dans la région. Elles ont organisé une réunion au sommet entre le Président Abbas et le Premier Ministre Sharon le 8 février 2005 à Charm el-Cheikh. Les deux dirigeants y ont réaffirmé leur attachement à la Feuille de route et ont accepté de mettre un terme à tous actes de violence et opérations militaires dirigés contre leurs peuples respectifs.

7. La mise en œuvre des arrangements convenus à Charm el-Cheikh ne s'est pas faite sans difficultés ni retards. Les deux parties ont fréquemment réaffirmé leur volonté de coordonner l'exécution du plan de désengagement israélien, mais les progrès sont restés lents jusqu'en avril 2005. C'est pourquoi le Quatuor a alors nommé le Président sortant de la Banque mondiale, James Wolfensohn, Envoyé spécial pour superviser et coordonner les efforts déployés par la communauté internationale en faveur du plan de désengagement et pour encourager les parties à coopérer et à coordonner leur action en la matière. L'Envoyé spécial a un rôle particulier à jouer dans la méthode de retrait, la liquidation des avoirs et le relèvement de l'économie palestinienne prévu à l'issue du retrait, notamment sur le plan des investissements et du financement.

Contexte humanitaire et socioéconomique

8. Dans l'ensemble, les indicateurs macroéconomiques concernant le territoire palestinien occupé ont révélé la bonne tenue de l'économie, en dépit des pressions exercées par le conflit et les bouclages. Bien qu'inférieure à celle de 2003, la croissance du PIB, estimée à 3 %, est restée positive pour la deuxième année consécutive. En 2004, pour la première fois, les recettes publiques intérieures ont dépassé les prévisions budgétaires. Malgré ce tableau flatteur, les effets d'une crise sociale et humanitaire durable se sont fait sentir tout au long de l'année, accentués par l'intensification du conflit, la poursuite de la construction de la barrière et la persistance de la crise budgétaire. L'investissement privé est resté faible, surtout dans les secteurs productifs, car les investisseurs potentiels continuaient de douter de la stabilité politique de la Palestine.

9. Fin 2004, selon les estimations, 48 % des Palestiniens vivaient en deçà du seuil de pauvreté, taux qui devrait croître si les conditions actuelles perdurent¹. L'insécurité alimentaire a légèrement diminué en 2003, touchant 37 % des Palestiniens². Dans l'ensemble cependant, la consommation alimentaire par habitant a baissé de 25 à 30 % depuis septembre 2000. De façon générale, la bande de Gaza est plus dépendante de l'aide extérieure que la Cisjordanie. Dans la première, les aliments consommés par les ménages étaient essentiellement d'origine humanitaire, tandis que dans la seconde, les emplois, fixes ou occasionnels, constituaient la principale source de revenu et de nourriture pour les ménages.

10. Les restrictions israéliennes à la liberté de déplacement ont été l'une des causes premières des difficultés économiques rencontrées par le Palestinien moyen. Ces restrictions ont été renforcées dans la bande de Gaza, où le conflit s'est durci en 2004. Au cours de la période étudiée, le point de passage de Rafah a été fermé pendant 86 jours, ce qui a sérieusement perturbé la circulation des personnes et des marchandises à destination et en provenance de Gaza. En 2004, le nombre moyen de travailleurs se rendant chaque jour dans la zone industrielle d'Erez et le nombre

moyen de personnes empruntant le passage d'Erez pour travailler en Israël ont respectivement chuté de 75 et 64 % par rapport aux chiffres de 2003. Ce net recul des déplacements de travailleurs entre Gaza et Israël a été l'une des principales causes du chômage en Palestine, qui a atteint 26,9 % en 2004³. Parallèlement, les enfants de moins de 18 ans étaient de plus en plus nombreux à travailler, surtout dans la bande de Gaza et dans les communes de Cisjordanie subissant les conséquences de la construction de la Barrière⁴. Il convient toutefois de noter que le nombre total de travailleurs qui entrent en Israël et dans la zone industrielle d'Erez augmente sensiblement depuis la mi-février 2005.

11. Entre 2003 et 2004, les importations acheminées depuis Israël via Karni, principal point de passage des marchandises entre la bande de Gaza et Israël, ont progressé de 5 %, tandis que les exportations ont chuté de 30 %. Au cours du premier trimestre 2005, les importations transitant par Karni ont enregistré une baisse de 18 % par rapport au premier trimestre 2004, contre 39 % pour les exportations⁵. Les contrôles imposés aux points de passage internes ont restreint les déplacements entre le nord, le centre et le sud de la bande de Gaza. La barrière et plus de 700 barrages routiers ont entravé la circulation des biens et des personnes à l'intérieur de la Cisjordanie, ainsi qu'à destination et en provenance d'Israël. Le pont Allenby est resté le seul point de passage international pour les Cisjordanais.

12. Le 9 juillet 2004, la Cour internationale de Justice a rendu un avis consultatif à la suite de l'adoption par l'Assemblée générale de la résolution ES-10/14 datée du 8 décembre 2003. Aux termes de l'avis, la construction de la barrière « constitue [...] une violation par Israël de diverses obligations qui lui incombent en vertu des instruments applicables de droit international humanitaire et des droits de l'homme ». Le 20 juillet 2004, l'Assemblée générale a adopté la résolution ES-10/15, dans laquelle elle a pris acte de l'avis consultatif donné par la Cour, exigé qu'Israël s'acquitte de ses obligations juridiques et demandé à tous les États Membres d'en faire de même. Elle y a également prié le Secrétaire général d'établir un registre des dommages liés à la barrière, ce qui devrait être fait d'ici à fin 2005.

13. Allant à l'encontre de l'avis consultatif de la Cour internationale de Justice en date du 9 juillet 2004 et des résolutions ES-10/14 et ES-10/15 de l'Assemblée générale, Israël a poursuivi la construction de la barrière en Cisjordanie. Début 2005, la barrière avait une longueur d'environ 205 kilomètres, dont 24,1 kilomètres de dalles en béton et 181 kilomètres d'une structure de type clôture. Un autre tronçon long de 72,1 kilomètres était en construction. La barrière affecte l'existence des Palestiniens, au nombre de 93 200, selon les estimations, qui vivent dans la bande d'environ 631 kilomètres carrés qu'elle délimite avec la Ligne verte. Les confiscations de terres et les restrictions d'accès liées à la barrière auraient coûté quelque 320 millions de dollars aux Palestiniens en termes de biens et de revenus¹, la barrière ayant rendu leur accès aux marchés israéliens du travail et des biens plus difficile⁶.

III. Réaction de l'ONU

A. Développement social et mise en valeur des ressources humaines

14. Compte tenu de la persistance des difficultés d'ordre économique et social, aggravées par l'intensification du conflit dans certaines zones, le transfert de l'essentiel des investissements des programmes humanitaires vers les programmes de développement a été retardé pendant la plus grande partie de la période étudiée. Toutefois, étant donné que des mesures constructives ont été prises par les deux parties vers la fin 2004, plusieurs organismes des Nations Unies ont mis l'accent sur la planification et la programmation à moyen terme, conformément aux priorités fixées par le Ministère de la planification de l'Autorité palestinienne. Ce faisant, un certain nombre d'organismes des Nations Unies ont également accepté d'harmoniser leur méthode d'évaluation des besoins au titre des programmes exécutés dans le territoire palestinien occupé. L'ONU s'étant engagée en faveur de la création d'un État palestinien viable, un problème majeur pour elle est de veiller à ce que les institutions publiques bénéficient d'un appui technique et d'une aide au renforcement des capacités croissants.

Éducation

15. Les organismes techniques des Nations Unies ont beaucoup investi dans le secteur de l'éducation, à commencer par l'UNRWA, qui a alloué 131 millions de dollars à 273 écoles primaires et lycées fréquentés par quelque 254 000 élèves. L'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) a apporté son aide technique dans certains domaines comme l'éducation pour tous, l'enseignement et la formation techniques et professionnels, l'éducation préscolaire, la formation pédagogique, l'alphabétisation des adultes, l'accès du plus grand nombre à l'éducation et l'enseignement supérieur. L'UNESCO a financé et appuyé techniquement la toute première conférence sur l'éducation pour tous de Ramallah, qui s'est tenue en avril et mai 2004, et à l'issue de laquelle a été lancé le plan d'action national palestinien sur l'éducation pour tous en cours d'exécution.

16. Le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) a entrepris un programme de promotion de l'apprentissage dans des structures adaptées aux enfants. En 2004, 68 écoles ont été aidées, auxquelles se sont ajoutés 32 établissements en 2005. Le programme prévoit des réunions de sensibilisation de la population locale, ainsi que la formation de 800 professeurs et 100 directeurs à la notion d'école adaptée aux enfants, l'accent étant mis sur la non-violence.

Santé

17. Au cours de la période étudiée, les soins de santé sont restés prioritaires pour les entités spécialisées des Nations Unies. Dépensant 32 millions de dollars, l'UNRWA a continué d'administrer 54 établissements délivrant tous les soins de santé primaires, proposé des séances de rééducation dans les unités de physiothérapie de 12 de ses établissements et administré un hôpital d'une capacité de 63 lits. L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a investi 2,5 millions de dollars dans des activités de développement prioritaires portant sur la santé maternelle et infantile, les maladies transmissibles et non transmissibles, la nutrition, la santé mentale, la sécurité alimentaire et la Liste de médicaments essentiels. Le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), qui a investi

environ 1,4 million de dollars en faveur du développement, s'est employé à améliorer l'accès à 42 centres de soins de santé primaires spécialisés en médecine de la procréation et à 11 établissements de santé polyvalents. Le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) a concentré ses efforts dans le domaine de la santé sur l'appui aux infrastructures, la construction de dispensaires étant primordiale dans les villages isolés, comme Hija, dans la province de Qalqiliya, où un dispensaire a été récemment inauguré.

18. L'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime a privilégié la prévention de la toxicomanie et, en parallèle, celle du VIH/sida. Des représentants des organisations non gouvernementales de Gaza et de la Cisjordanie qui sont partenaires ont participé à un atelier de formation organisé au Caire par l'Office contre la drogue et le crime du 5 au 7 juillet 2004; ils y ont suivi une formation sur la prévention efficace du VIH/sida chez les utilisateurs de drogues injectables, et la conception et la planification des campagnes à l'intention de ces derniers. À l'issue de l'atelier de formation, les organisations non gouvernementales ont élaboré leurs propositions de projet avec l'aide d'un conseiller mandaté par l'Office. Celui-ci leur a ensuite versé des fonds d'amorçage, d'un montant de 25 000 dollars pour Gaza et 25 000 dollars pour la Cisjordanie, en vue de lancer des campagnes de prévention du VIH/sida auprès des utilisateurs de drogues injectables.

Appui au développement plurisectoriel

19. La Banque mondiale a continué de fournir une aide d'urgence tout en recentrant son action sur un programme de développement à moyen terme. Elle a suivi et analysé l'évolution de la situation socioéconomique et les contributions des donateurs avant de conseiller l'Autorité palestinienne, l'ONU et la communauté des donateurs sur les priorités et les stratégies à respecter en matière de développement économique. À l'heure actuelle, la Banque administre 14 projets dans le territoire palestinien occupé pour un coût estimé à 164 millions de dollars, dont plus de 50 millions versés pendant la période étudiée. Les grands domaines d'intervention ont été l'eau, les soins de santé, l'éducation, les services sociaux et le secteur privé. Le Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat) a versé quelque 5 millions de dollars pour améliorer les conditions de logement générales du peuple palestinien. Au titre de son programme ordinaire, le PNUD a consacré environ 5,8 millions de dollars à l'appui aux infrastructures dans un large éventail de secteurs sociaux.

Aide sociale ciblée

20. Au cours de la période étudiée, d'importantes sommes ont été versées pour satisfaire les besoins des Palestiniens souffrant chroniquement ou depuis peu de la précarité. D'un montant de 10 millions de dollars, le projet de filet de sécurité sociale de la Banque mondiale, visant à atténuer l'impact de la crise sur les plus vulnérables, protège les enfants pauvres et renforce la capacité institutionnelle du Ministère des affaires sociales. Le programme de secours et de services sociaux de l'UNRWA a plus particulièrement ciblé les réfugiés les plus vulnérables, prenant également en compte la paupérisation croissante des femmes. Au total, 17 millions de dollars ont été versés sous forme d'assistance en espèces et d'aide alimentaire entre mai 2004 et avril 2005. Quarante-quatre pour cent des familles qui bénéficient actuellement de ce programme ciblé sont dirigées par une femme.

21. Le Programme alimentaire mondial (PAM) et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) ont fourni une aide ciblée à des non-réfugiés vulnérables vivant dans des zones d'insécurité alimentaire. L'UNICEF a œuvré dans les zones les plus affectées par les bouclages, les démolitions, les incursions militaires et la barrière. Soucieux de voir ses services profiter aux plus vulnérables, l'UNICEF a implanté des bureaux à Gaza, Hébron, Tulkarem, Naplouse et Djénine. Dans les zones reculées, des femmes en âge de procréer qui étaient exposées à un risque accru de mortalité et de morbidité maternelles ont bénéficié de l'aide du FNUAP grâce au concours de 313 femmes bénévoles ayant suivi une formation, réparties dans 105 équipes d'appui au niveau local. Parallèlement, l'OMS a plaidé pour que l'ensemble des Palestiniens puisse accéder en toute sécurité aux établissements de santé.

Droits de l'homme – Femmes

22. Le Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM) s'est attaché à accroître la participation des Palestiniennes à la vie sociale, économique et politique pour leur donner les moyens d'influer sur la situation et de mieux faire face aux effets de la crise. Il a encouragé, dans toutes ses activités, le respect des normes internationales relatives aux droits de l'homme, en particulier la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes. En 2004, UNIFEM a investi 100 000 dollars dans ces activités.

23. Le Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) a poursuivi son programme d'aide technique en faveur de l'état de droit et de l'administration de la justice, et visant à éduquer et à sensibiliser le public aux droits de l'homme. Il a conduit ses activités en partenariat avec l'Autorité palestinienne, la Commission palestinienne indépendante pour la défense des droits des citoyens, les organisations non gouvernementales et le secteur de l'éducation. Il a organisé, en collaboration avec le Ministère de la condition féminine, un atelier sur le rôle des Palestiniennes dans la promotion des droits de l'homme.

24. L'UNRWA a aidé 102 centres communautaires, en concentrant son action sur des groupes particulièrement vulnérables au sein de la communauté des réfugiés palestiniens, comme les femmes, les enfants et les handicapés. Ces centres, qui encouragent les femmes à prendre une part plus active à la vie de la société, ont révélé chez les réfugiées un net renforcement de leurs compétences en gestion, en finance et en administration.

25. L'UNESCO s'est notamment associée aux Ministères de l'éducation et de l'enseignement supérieur pour mettre en œuvre, en collaboration avec le Ministère de la condition féminine, un projet d'un coût de 110 000 dollars visant à supprimer les inégalités entre les sexes. Elle a par ailleurs lancé un programme de renforcement des capacités composé d'une série d'ateliers de formation permettant de fournir des conseils techniques aux élèves de quatre écoles de filles de Cisjordanie. Un accord a été dégagé sur la création à l'intention des Palestiniennes d'un centre de documentation, qui regroupera les informations sur les questions féminines et fera office de centre d'échange, de promotion et de recherche sur les politiques. En outre, l'UNICEF a lancé un programme de promotion et de surveillance du respect des droits de l'enfant et de la femme, et appuyé l'élaboration d'un projet de loi sur la justice pour mineurs et d'un projet de code pénal. Il a

également lancé des études sur le travail des enfants, sur leur détention et sur les violences qu'ils subissent.

Objectifs du Millénaire pour le développement

26. Après avoir publié en 2003 son rapport sur la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement, le PNUD s'est efforcé de promouvoir ces objectifs auprès des organismes des Nations Unies, des associations palestiniennes et des partenaires internationaux. Il a en outre appuyé les efforts déployés par le Ministère de la planification pour harmoniser les priorités de la Palestine en matière de développement avec les objectifs du Millénaire.

B. Soutien aux institutions palestiniennes

27. L'un des aspects les plus importants du soutien institutionnel au cours de la période visée par le présent rapport a été le financement d'urgence des dépenses budgétaires renouvelables de l'Autorité palestinienne. L'aide au paiement des salaires était au premier rang des priorités, étant donnée l'importance des salaires du secteur public pour la subsistance des Palestiniens et pour l'économie en général. La Banque mondiale a joué le rôle d'administrateur du fonds d'affectation spéciale pour la réforme de la gestion des finances publiques, qui, au 31 mai 2005, avait versé plus de 198 millions de dollars à l'Autorité palestinienne sous forme de soutien budgétaire. Les versements d'urgence ont représenté plus de 80 % du montant total sur cette période. La Banque mondiale a elle-même mené des actions, notamment plusieurs projets d'urgence d'appui aux services, visant à freiner la détérioration des services éducatifs, sanitaires et sociaux grâce au financement des biens et services nécessaires à leur fourniture. La contribution de 60 millions de dollars apportée à ces projets par la Banque a permis de réunir 150 millions de dollars d'autres donateurs. Ces projets ont joué un rôle déterminant dans le financement des dépenses non salariales engagées par les principaux ministères chargés des questions sociales.

28. Outre le soutien budgétaire, quelque 10 millions de dollars ont été investis par les organismes des Nations Unies dans des programmes d'aide technique et de renforcement des capacités à l'intention de l'Autorité palestinienne. Le PNUD a investi plus de 6 millions de dollars dans les institutions publiques, notamment en fournissant une aide financière et technique à la Commission électorale centrale palestinienne pour l'organisation des élections présidentielles de janvier 2005. En matière de gestion de l'environnement, il a participé à la création du Centre palestinien de l'énergie et à l'élaboration du premier règlement de construction palestinien, le premier du genre dans le monde arabe. Ce règlement indique aux ingénieurs et architectes palestiniens comment concevoir et construire des bâtiments qui permettent une économie d'énergie maximale.

29. L'OMS a participé activement à une évaluation du secteur de la santé conduite par le Ministère de la santé en coordination avec la Commission européenne, la Banque mondiale, l'Italie et le Royaume-Uni. Elle a épaulé le Ministère dans l'élaboration et la mise en œuvre de la politique de santé nationale, notamment dans les domaines de la santé mentale, de la nutrition, de la sécurité alimentaire et des médicaments de base, ainsi qu'aux fins de la préparation d'un rapport officiel sur la situation de la nutrition dans le territoire palestinien occupé. L'OMS a continué à

développer et à étendre le système de gestion de l'information « Health Inforum », qui a facilité la prise de décisions lors des réunions de coordination sanitaire d'urgence. Elle a également appuyé des échanges techniques portant sur l'environnement et la santé publique qui favorisent le rapprochement de six villes européennes et six villes palestiniennes.

30. Également dans le secteur de la santé, le FNUAP a mené des actions de renforcement des capacités, notamment en formant les services de statistique de cinq ministères en matière de démographie et de santé procréative et en fournissant une aide technique pour l'élaboration de politiques et de stratégies. Un séminaire d'experts a été organisé en avril 2004 par le Ministère de la planification afin d'examiner les éventuels problèmes démographiques à venir et leur incidence sur l'action de l'Autorité palestinienne en matière de développement. Le FNUAP a dispensé une formation portant sur la santé procréative à des enseignants et à des conseillers d'orientation du système scolaire public et a participé à l'élaboration d'un programme d'éducation en matière de sexualité et de santé procréative pour le Ministère de l'éducation. L'UNICEF a fourni l'ensemble des infrastructures informatiques et du financement nécessaires pour la formation du personnel de santé à la mise en place d'un système harmonisé de gestion de l'information entre le Ministère de la santé et l'UNRWA pour le programme d'immunisation, afin de permettre à l'Autorité palestinienne de disposer de données globales pour tous les districts de la Cisjordanie.

31. La FAO a contribué à la mise en place d'un système de suivi des informations sur l'insécurité et la vulnérabilité alimentaires, administré par le Bureau central de statistique palestinien. Dans le cadre de sa transition vers des opérations de secours et de relèvement à plus long terme, le PAM a commencé à planifier des actions de développement des capacités, renforcé la participation de l'Autorité palestinienne à la mise en œuvre des programmes et offert un soutien technique global aux Ministères des affaires sociales et de l'agriculture.

32. Dans le cadre de ses activités de renforcement des compétences, l'UNICEF a travaillé avec les Ministères de l'éducation et de la santé pour lutter contre la violence à l'école, conformément aux objectifs de la Décennie internationale de la promotion d'une culture de la non-violence et de la paix au profit des enfants du monde. Trois cent conseillers d'orientation du Ministère de l'éducation ont été formés et plus de 300 le seront ultérieurement. Un manuel à l'intention des enseignants sur l'adaptation des écoles aux besoins des enfants et un manuel de formation traitant de l'éducation fondée sur les compétences pratiques ont été conçus avec le Ministère. L'UNESCO a fourni une aide technique de grande ampleur et des conseils en matière de politique et de planification au Ministère de l'éducation et de l'enseignement supérieur, afin d'élaborer le deuxième plan stratégique à moyen terme du Ministère. Le HCDH a collaboré avec le Comité de formation judiciaire en vue d'intégrer les droits de l'homme dans le programme de formation, avec les écoles de police de Gaza et de Jéricho pour inclure les droits de l'homme dans la formation des policiers et avec le Ministère de l'éducation sur des programmes d'éducation en matière de droits de l'homme.

33. Dans le domaine de la culture, l'UNESCO a aidé le Ministère de la culture à élaborer une politique culturelle intégrée pour l'Autorité palestinienne et à organiser, après quatre ans d'interruption, la sixième Foire internationale du livre, qui vise à améliorer l'accès des Palestiniens aux connaissances mondiales. Environ

500 000 livres ont été achetés par près de 100 000 visiteurs au cours de cette manifestation qui s'est tenue en mars 2005. L'UNESCO a mis en œuvre un programme global de développement des capacités avec le Ministre du tourisme et des antiquités afin de renforcer la capacité du Ministère de planifier, gérer et superviser la protection du patrimoine culturel. Ce programme a permis d'établir, pour la première fois, une liste des sites inscrits au patrimoine culturel et naturel palestinien.

34. En matière de développement économique, la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) a continué à proposer à l'Autorité palestinienne et à la société civile une aide technique, des services de conseil et des projets de renforcement des capacités dans divers domaines tels l'administration et l'automatisation des douanes, les stratégies de développement, la politique commerciale, l'attraction des investissements, la gestion de la dette publique et la facilitation du commerce. Jusqu'à présent, les donateurs se sont engagés à verser un montant total de 2,2 millions de dollars pour le financement des projets de la CNUCED pour la période 2001-2004, dont plus de 1,5 million de dollars ont été dépensés. L'Organisation internationale du Travail (OIT) a appuyé les organisations d'employeurs et de travailleurs palestiniennes et a contribué à la mise en place d'un fonds pour l'emploi et la protection sociale, créé par décret présidentiel pour coordonner l'ensemble de l'aide financière et technique à la création d'emplois. L'OIT a aidé le Ministère du travail à renforcer son système d'information sur le marché du travail et à créer une cellule pour l'emploi. En partenariat avec le Ministère des affaires sociales, elle a appuyé la création, à Hébron, d'un centre de formation professionnelle et de réhabilitation pour les personnes handicapées ou ayant des besoins particuliers. Elle a investi près de 5 millions de dollars dans ces activités.

35. En ce qui concerne les autres domaines techniques, l'Agence internationale de l'énergie atomique a apporté son concours à l'Autorité palestinienne en matière de lutte phytosanitaire. Une équipe de six fonctionnaires du Ministère de l'agriculture a continué à recevoir une aide technique pour l'application des technologies faisant usage des isotopes et des radiations au contrôle et à la surveillance de la population de cératite en Cisjordanie. L'ONU-Habitat a entrepris d'appuyer l'Autorité palestinienne dans les domaines de l'aménagement urbain et de l'urbanisation, ainsi que dans ses efforts d'élaboration d'une politique du logement pour le territoire palestinien occupé.

36. Parallèlement à leur soutien aux institutions publiques, les organismes des Nations Unies ont continué à prendre part à la promotion des activités et du développement de la société civile, notamment à travers des partenariats avec les organisations non gouvernementales palestiniennes et internationales. Le Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) a conclu avec la Commission indépendante des droits du citoyen (organisme palestinien chargé des droits de l'homme) des accords portant sur un programme conjoint qui comprendra des initiatives de renforcement des capacités et a poursuivi sa collaboration étroite avec les organisations non gouvernementales œuvrant dans le domaine des droits de l'homme, dans le cadre d'activités de sensibilisation et de formation concernant les mécanismes internationaux relatifs aux droits de l'homme. Par le biais de ses six bureaux de coordination sur le terrain, le HCDH a été au centre de l'interaction entre l'ONU et les organisations non gouvernementales à vocation humanitaire.

C. Renforcement du secteur privé

37. Bien que le relèvement de l'économie palestinienne dépende avant tout de la situation politique générale et du régime de bouclage intérieur et extérieur, il importe également d'orienter le savoir-faire et les ressources du secteur privé vers des activités génératrices de croissance et d'emplois, telles que l'agriculture, le bâtiment et l'industrie manufacturière. Si les taux d'intérêt des banques ont augmenté en 2004, signe d'une relance spontanée de l'activité économique privée et de la prise de risques, le relèvement du secteur privé noté pendant les premiers mois de 2005 était essentiellement le fruit de la volonté du peuple palestinien et de la communauté internationale de favoriser la croissance économique au cours de la période de désengagement. Dans ce contexte, plusieurs organismes des Nations Unies ont entrepris de soutenir le secteur privé palestinien.

38. À ce propos il convient de noter le rôle de premier plan du programme de microfinancement de l'UNRWA, qui a octroyé environ 15 000 prêts pour un montant total de 17 millions de dollars à de petites entreprises, avec un taux de remboursement se maintenant à plus de 90 %. Le programme du PNUD pour le développement rural et économique s'est traduit par des investissements d'environ 5 millions de dollars dans de nouveaux projets de remise en culture des terres et de développement rural intégré. En outre, la FAO et le PNUD ont aidé le Ministère de l'agriculture à élaborer un programme de revitalisation agricole afin de promouvoir les activités agricoles sur l'ensemble du territoire palestinien occupé. C'est dans ce cadre que la FAO a commencé à mettre en œuvre un projet d'une valeur de 5 millions de dollars visant à appuyer les secteurs de l'horticulture, de la zootechnie et de la commercialisation des produits agricoles dans quatre districts de la Cisjordanie et de la bande de Gaza. La Banque mondiale a également poursuivi la mise en œuvre de deux projets importants visant le secteur privé : un programme d'une valeur de 10 millions de dollars pour le développement des zones industrielles de Gaza et un projet d'habitation d'une valeur de 17 millions de dollars.

39. En octobre 2004, la CESAO a organisé un forum à l'intention de la communauté internationale et des pays arabes portant sur le thème « Relèvement et développement du territoire palestinien : vers un État indépendant ». Cet événement majeur à l'échelon régional a rassemblé des institutions financières arabes, islamiques et occidentales, des organisations internationales, des chefs d'entreprise palestiniens et des représentants de l'Autorité palestinienne en vue d'étudier les perspectives de croissance du secteur privé dans le territoire palestinien occupé.

D. Aide d'urgence de l'ONU

40. Du fait de l'instabilité politique et des difficultés économiques persistantes pendant la majeure partie de la période visée par le présent rapport, l'ONU a principalement fourni une aide d'urgence et à court terme au territoire palestinien occupé. Les activités ont souvent été entravées par les restrictions imposées aux mouvements de biens et de personnel. Lorsque la situation politique a semblé s'améliorer au début de l'année 2005, l'attention accrue portée par les donateurs aux projets à moyen terme a entraîné un déclin relatif du soutien aux programmes d'urgence.

Aide alimentaire et soutien de l'agriculture

41. Selon l'UNRWA, une aide alimentaire a été fournie à près de 30 % de la population réfugiée du territoire palestinien occupé, soit 95 000 familles en Cisjordanie et 127 000 familles dans la bande de Gaza. La limitation des mouvements et le déclin du soutien des donateurs ont toutefois forcé l'UNRWA à réduire l'ampleur de ses interventions d'urgence, y compris de l'aide alimentaire. Il en a résulté une réduction de 30 % de la valeur nutritionnelle de la nourriture distribuée dans la bande de Gaza.

42. Le PAM a lancé son troisième programme d'urgence consécutif en septembre 2004. Cette opération, visant à fournir une aide alimentaire à 480 000 Palestiniens non réfugiés, avait pour principal objectif de renforcer les moyens de subsistance et de prévenir la dégradation de la situation nutritionnelle des Palestiniens les plus vulnérables. Le PAM a commencé à faire face aux problèmes d'accès de l'aide humanitaire à la bande de Gaza en achetant 93 % de ses denrées alimentaires sur place. En outre, il a injecté plus de 10 millions de dollars dans l'économie de Gaza et de Cisjordanie, en achetant de la farine de blé, de l'huile d'olive et d'autres denrées sur le marché local. Entre le 1^{er} avril 2004 et le 31 mars 2005, le PAM a distribué plus de 70 000 tonnes d'aide alimentaire à près de 400 000 bénéficiaires, pour un coût total de 35 millions de dollars.

43. La FAO a appuyé la remise en état des serres endommagées ou détruites. Un projet d'urgence d'une valeur de 1 million de dollars a financé l'achat d'intrants et d'équipement agricoles et plusieurs formations à l'intention des techniciens et des agriculteurs portant sur la construction et l'exploitation des serres et sur les nouvelles méthodes de culture.

Programmes d'urgence en faveur de l'emploi

44. Le programme de création d'emplois de l'UNRWA s'est concentré sur les réfugiés membres de familles nombreuses, en renforçant leurs moyens de subsistance grâce à une rémunération de 10 à 12 dollars par travailleur et par jour, soit, en moyenne, 2 dollars par personne à charge et par jour. Les programmes en faveur de l'emploi ont contribué à la réparation des infrastructures des camps de réfugiés et à la rénovation des installations des organismes. Le PNUD a récolté 58 millions de dollars auprès de donateurs arabes, asiatiques et occidentaux pour le financement de projets d'infrastructure nécessitant une main-d'œuvre importante. Sur ce total, 18 millions de dollars ont été dépensés dans le cadre de programmes d'urgence en faveur de l'emploi. Le PAM a mis en place des programmes vivres contre travail et vivres contre formation à l'intention de 39 700 travailleurs dont les familles, soit près de 238 000 personnes au total, vivaient depuis peu dans la pauvreté.

Programmes sanitaires d'urgence

45. L'accès des Palestiniens aux services de santé préventive et curative est demeuré bon dans l'ensemble. Cependant, la fermeture de certains établissements a entraîné de nombreux retards dans l'accès aux traitements, et les services psychiatriques n'étaient pas en mesure de faire face à l'augmentation des troubles psychologiques liés au conflit. Fait alarmant, on a estimé que les ménages habitant dans les zones traversées par la barrière étaient de 80 à 300 % plus susceptibles d'avoir des difficultés à accéder aux services sanitaires. De nombreux ménages, par

suite de la chute de leurs revenus, ont eu plus de difficulté à payer des soins de santé privés. Les cas sociaux les plus graves et les Palestiniens vivant en deçà du seuil de pauvreté avaient deux fois moins accès aux soins hospitaliers que ceux vivant au-dessus du seuil de pauvreté.

46. L'UNRWA a exploité cinq unités mobiles en 2004, mais les deux unités supplémentaires prévues pour 2005 n'ont pas été mises en place faute d'un financement suffisant. Au total, 112 966 patients ont été examinés en 2004 pour un coût de 2 millions de dollars. L'UNRWA a également participé à la campagne de vaccination contre la rougeole et d'apport de vitamine A, lancée en collaboration avec l'UNICEF et le Ministère de la santé, au cours de laquelle 85 000 enfants âgés de moins de 5 ans ont été vaccinés. L'UNICEF a fourni tous les vaccins et tout le matériel médical nécessaire aux cliniques de vaccination de l'Autorité palestinienne et de l'UNRWA en 2005. En partenariat avec les organisations non gouvernementales et l'Autorité palestinienne, l'UNICEF a également fourni des trousseaux de soins d'urgence, des trousseaux de sage-femme et de gynécologie et des groupes électrogènes pour aider les 10 000 personnes résidant dans les enclaves de la bande de Gaza.

47. L'UNICEF et ses partenaires non gouvernementaux ont mis en place neuf équipes psychosociales d'urgence comprenant chacune une vingtaine de professionnels qualifiés, afin de faire face à la détresse ressentie par les enfants et les dispensateurs de soins à cause du conflit. Au total, 4 700 enfants touchés par les incursions violentes et la démolition de leur maison ont participé à des séances de discussion. Par ailleurs, 14 600 dispensateurs de soins ont été formés à l'identification des signes de détresse chez les enfants et aux techniques de soutien psychologique nécessaires. Environ 60 000 enfants ont été touchés indirectement par ce projet. L'UNICEF s'est également associé au Comité national de lutte antimines pour examiner la stratégie nationale et former des formateurs dans le domaine de la sensibilisation aux dangers des mines. Une campagne médiatique a été lancée dans la bande de Gaza après les incursions de septembre et octobre 2004, en vue de sensibiliser la population aux dangers des munitions non explosées. L'UNRWA a offert un soutien psychosocial à près de 7 000 enfants réfugiés au cours de l'année scolaire 2003-2004.

48. Un programme de secours d'urgence du FNUAP d'une valeur de 1 million de dollars a permis d'appuyer l'évaluation des besoins en soins obstétriques dans les zones isolées par la barrière, de former 195 agents sanitaires et de distribuer 200 trousseaux de secours afin de prévenir les risques de mortalité maternelle et infantile. L'OMS s'est chargée de la coordination d'urgence et a distribué du matériel médical, des trousseaux de soins d'urgence et d'autres produits.

Programmes d'urgence en faveur de l'éducation

49. Au cours de l'année scolaire 2003/04, 272 écoles de l'UNRWA en Cisjordanie et à Gaza ont été fermées pendant 391 jours au total. L'UNRWA a tenté de régler les problèmes rencontrés par ses programmes d'éducation en organisant des cours de rattrapage. Le programme a été supprimé en 2003 dans la bande de Gaza par manque de financement mais a redémarré en 2004 pour répondre aux besoins d'environ 33 000 élèves en Cisjordanie.

50. L'UNICEF a dépensé 4 millions de dollars pour offrir des services d'éducation d'urgence aux familles pendant l'occupation militaire de la bande de Gaza. Environ

20 000 enfants ont reçu des cahiers d'exercices pour cours de rattrapage, des cartables et des fournitures de papeterie, ainsi que des vêtements de base. Trois cent soixante-quinze malles pédagogiques d'urgence ont été distribuées aux écoles les plus durement touchées de Gaza, qui accueillaient environ 30 000 élèves.

Programmes d'urgence d'appui aux infrastructures

51. Les incursions militaires israéliennes et les démolitions de maisons se sont intensifiées au cours de la période couverte par le présent rapport. Environ 1 350 maisons abritant une dizaine de milliers de personnes ont été partiellement ou entièrement détruites dans la bande de Gaza. C'est pourquoi les organismes des Nations Unies se sont concentrés sur la reconstruction des logements et sur la remise en état des routes et des systèmes d'approvisionnement en eau et d'assainissement.

52. L'UNRWA a affecté 6 millions de dollars à la reconstruction et à la remise en état de logements dans la bande de Gaza et a achevé la construction de plus de 300 nouvelles habitations à Khan Younis et à Rafah, où 80 % des démolitions ont eu lieu. Dans la bande de Gaza, il a appuyé la remise en état des routes, du réseau d'égouts, du système d'approvisionnement en eau et de ses propres installations, principalement suite aux dégâts subis à Rafah en mai 2004. En Cisjordanie, il a offert des aides financières individuelles pour la réparation d'urgence des logements et a achevé le projet de reconstruction du camp de Djénine, pour un montant de 27 millions de dollars, en décembre 2004. Le projet a permis la construction de 435 nouvelles habitations et des infrastructures communautaires s'y rattachant. Depuis septembre 2000, le montant total des aides versées pour la remise en état des habitations en Cisjordanie a atteint 3,4 millions de dollars, tandis que 21,7 millions de dollars ont été affectés à la remise en état et à la reconstruction des logements dans la bande de Gaza.

53. Le PNUD a mis en œuvre des programmes d'urgence d'appui aux infrastructures touchant divers services publics et réseaux de distribution municipaux, des écoles, des hôpitaux, des cliniques, des routes, des systèmes d'assainissement et des installations de traitement des eaux. Le montant total des dépenses en matière d'appui d'urgence aux infrastructures a été de 11 millions de dollars.

E. Coordination de l'aide apportée par l'Organisation des Nations Unies

54. Le Bureau du Coordonnateur spécial des Nations Unies pour le processus de paix au Moyen-Orient et Représentant personnel du Secrétaire général auprès de l'Organisation de libération de la Palestine et de l'Autorité palestinienne a continué de coordonner l'aide apportée par l'ONU au peuple palestinien et de représenter le système des Nations Unies lors de diverses réunions de donateurs. Il reste le coprésident du Comité local de coordination de l'aide de tous les donateurs et le Vice-Président du Groupe de la politique humanitaire et des interventions d'urgence. En outre, au nom de l'ONU, il a participé à la réunion du Comité spécial de liaison à Oslo, en décembre 2004, ainsi qu'à la réunion tenue à Londres en mars 2005. Sur le plan local, le Bureau du Coordonnateur spécial a organisé les réunions de coordination ordinaires des institutions des Nations Unies, ainsi que plusieurs

réunions extraordinaires consacrées à des questions présentant un intérêt politique particulier pour l'ONU. Afin que l'Organisation puisse s'exprimer d'une seule voix dans la région, le Bureau a aussi assuré la coprésidence du Comité des Nations Unies chargé de la sensibilisation et de l'information. À la fin du mois d'avril 2005, le Bureau a entrepris d'assurer la coordination entre le système des Nations Unies et le nouveau bureau de l'Envoyé spécial du Quatuor pour le désengagement, M. Wolfensohn.

55. Au deuxième semestre de 2004, le Bureau de la coordination des affaires humanitaires a orchestré la préparation de la procédure d'appel global pour 2005, au titre de laquelle plus de 302 millions de dollars ont été demandés pour financer les activités de 11 institutions et de cinq organisations non gouvernementales; il a aussi créé une base de données destinée à contrôler la progression des projets ayant un rapport avec l'appel global. L'appel pour 2005 visait essentiellement à prévenir une nouvelle dégradation de la situation socioéconomique, à garantir la protection de la population civile et à orienter l'aide d'urgence vers les zones dans lesquelles le conflit engendre des besoins humanitaires pressants, notamment la bande de Gaza, Naplouse et Hébron. Pour la première fois, un conseiller pour l'égalité des sexes, appartenant à UNIFEM, a participé à la préparation de l'appel pour 2005, afin que les questions d'égalité des sexes soient prises en compte dans l'appel annuel. Au mois de mai 2005, grâce à la procédure d'appel global pour 2005, le Bureau avait reçu des donateurs des contributions s'élevant à 953 000 dollars.

56. Sur le terrain, le Bureau de la coordination des affaires humanitaires a coordonné les interventions opérationnelles d'urgence et l'aide humanitaire à partir de son quartier général à Jérusalem et de ses bureaux extérieurs situés dans la bande de Gaza, à Hébron, à Ramallah, à Jérusalem, à Naplouse et à Tulkarm. Il a assuré la coordination des interventions humanitaires en entretenant des contacts avec les autorités locales et les municipalités, les entités des Nations Unies et les organisations non gouvernementales partenaires. Les activités de coordination mises en œuvre par le Bureau dans le domaine humanitaire ont représenté un coût d'environ 2,8 millions de dollars pour 2004, montant qui provenait de contributions volontaires.

57. Pendant les derniers mois de 2004, l'équipe de pays des Nations Unies, sous l'égide d'un groupe de base d'organismes et avec l'appui du Groupe des Nations Unies pour le développement, a entamé des pourparlers, dans le but de lancer une évaluation commune des besoins de développement à moyen terme et des critères du programme pour le territoire palestinien occupé. Cette évaluation, qui devait être menée ultérieurement en 2005, avait pour objectifs de promouvoir une harmonisation progressive des programmes des Nations Unies et de renforcer leur cohérence avec les principales priorités de l'Autorité palestinienne en matière de développement.

Liberté de passage des secours humanitaires

58. Pendant la période considérée, les restrictions et les fermetures répétées imposées par Israël aux passages d'Erez, de Karni et de Rafah ont considérablement entravé l'accès du personnel humanitaire de toutes les institutions et l'acheminement des secours d'urgence dans la bande de Gaza. L'Office a même été contraint de suspendre pendant trois mois la distribution de denrées alimentaires à Gaza, de juin à septembre 2004. Ces restrictions portent atteinte aux principes

établis du droit international et font en outre augmenter les coûts transactionnels des organismes opérationnels, qui sont en fin de compte à la charge de la communauté internationale. Les dépenses engagées depuis octobre 2000 pour couvrir les opérations supplémentaires de stockage et de transport ainsi que les surestaries s'élevaient en février 2005 à 10,6 millions de dollars. Pendant la même période, les dépenses relatives au personnel encourues du fait des fermetures ont atteint près de 20 millions de dollars.

Activités mises en œuvre par l'ONU dans le domaine des médias et de l'information

59. Dans le cadre des activités de promotion qu'ils doivent mener, les organismes des Nations Unies ont continué de travailler en étroite collaboration avec les médias internationaux et locaux pour appeler l'attention sur la situation du peuple palestinien et la présence des Nations Unies dans la région et fournir des informations à ce sujet. Un nouveau mécanisme de coordination interinstitutions a été mis en place, des communiqués de presse communs ou spécifiques à certains organismes ont été publiés, et des campagnes d'information médiatiques, des conférences de presse ainsi que diverses activités médiatiques ont été organisées afin d'informer le public de la situation humanitaire dans le territoire palestinien occupé. L'OMS a lancé en 2004 une grande initiative de communication avec le public, la revue *Bridges*, qui est élaborée et produite conjointement par des professionnels de la santé israéliens et palestiniens. L'UNESCO, quant à elle, a fourni des conseils techniques aux médias, contribué à la préparation du cadre législatif concernant ces derniers et appuyé les activités entreprises dans le domaine de la production télévisuelle et radiophonique (en mettant particulièrement l'accent sur les programmes destinés aux enfants). L'UNESCO a aussi apporté son aide à un centre de formation aux médias à Gaza, fourni des équipements à l'agence de presse palestinienne et à d'autres centres médiatiques en Cisjordanie et assuré une formation auprès d'eux.

IV. Réponse des donateurs à la crise

60. L'assistance des donateurs a continué d'être consacrée en premier lieu aux interventions d'urgence et aux priorités humanitaires, même si à la fin de l'année 2004, on s'intéressait de plus en plus aux besoins à satisfaire pour permettre le relèvement de l'économie à moyen terme. Cette évolution a été rendue possible par l'efficacité dont a fait preuve l'Autorité palestinienne dans la gestion de la passation de pouvoirs à l'issue du décès du Président Arafat, par le caractère encourageant des démarches entreprises par la suite avec Israël dans le domaine politique et par la relative diminution de la violence. En dépit de ces premières mesures, l'Autorité palestinienne a connu une crise financière et il a fallu lui fournir un appui budgétaire d'urgence vers la fin de l'année. Les donateurs sont généralement convenus que le relèvement de l'économie, ainsi que l'assistance supplémentaire qui serait nécessaire, devaient reposer sur des progrès tangibles sur le terrain, en particulier un assouplissement du régime de bouclage et la mise en œuvre de réformes indispensables au sein de l'Autorité palestinienne.

A. Appui budgétaire et financier d'urgence

61. L'Autorité palestinienne a bénéficié de recettes internes solides, qui sont revenues au troisième trimestre de 2004 aux niveaux enregistrés avant septembre 2000, soit une augmentation de 30 % des recettes brutes par rapport à 2003. À la fin de l'année 2004, les recettes fiscales nationales étaient supérieures de 37 % à celles enregistrées en 2003, et parallèlement, les recettes non fiscales ont progressé de 21 %, compte non tenu des transferts de bénéfices provenant du fonds monétaire palestinien. Dans l'ensemble, bien que les recettes totales pour 2004 aient dépassé les prévisions de plus de 100 millions de dollars, le soutien des donateurs externes est resté en deçà des prévisions. Du fait de cet écart et d'une augmentation de 17 % des coûts salariaux dans le secteur public, un déficit de ressources financières estimé à 160 millions de dollars a été enregistré au quatrième trimestre de 2004, ce qui a entraîné une augmentation de 57 % des emprunts bancaires dans le secteur public. Le soutien budgétaire a essentiellement été fourni par l'Union européenne, l'Arabie saoudite ainsi que le fonds d'affectation spéciale mis en place par la Banque mondiale pour appuyer la réforme de la gestion des finances publiques (voir par. 27). D'après les prévisions budgétaires pour 2005, les résultats, en termes de recettes totales, restent satisfaisants, une augmentation de 8,4 % étant enregistrée par rapport aux niveaux de 2004.

B. Appui à la réforme palestinienne

62. Le Groupe de travail sur la réforme palestinienne a continué de contrôler et de soutenir le processus de réforme palestinien dans les domaines des élections, de la responsabilité financière, du secteur judiciaire et de l'état de droit, de la législation, de l'économie de marché, des collectivités locales et de l'administration publique, et il a œuvré avec le Groupe d'appui à la coordination de la réforme de l'Autorité palestinienne en vue d'élaborer un plan d'action de la réforme d'une durée d'un an. Plusieurs donateurs ont fait part de leur souhait de soutenir ce plan, laissant entrevoir la possibilité d'obtenir un financement ciblé pour appuyer certains volets de la réforme.

63. Dans l'ensemble, des progrès ont été accomplis dans les domaines des élections et de la responsabilité financière, qui ont bénéficié d'un fort soutien de la part des donateurs. Les progrès ont toutefois été plus lents dans le secteur judiciaire, en partie du fait de conflits non résolus entre les autorités judiciaires. Dans les secteurs législatif et municipal, le Groupe de travail a indiqué que le manque de volonté politique souvent manifesté par les différentes parties, les restrictions financières pesant sur l'Autorité palestinienne et l'intensification du conflit ont concouru à limiter les progrès. La passation des pouvoirs au sein de l'Autorité palestinienne à la fin de l'année 2004, le renouement du dialogue avec Israël et la réaffirmation de l'engagement d'importants donateurs internationaux ont fait croître de nouveaux espoirs concernant l'application du programme de réforme en 2005.

C. Coordination entre les donateurs

64. Afin de lutter contre la crise économique, le Comité spécial de liaison, le principal organe chargé de la coordination entre les donateurs, s'est réuni à Oslo, le 8 décembre 2004. Dans le rapport de la Banque mondiale évoqué lors de cette

rencontre, il était admis que le désengagement pouvait offrir de réelles possibilités de relance économique. Il était toutefois aussi souligné qu'il fallait assouplir le régime de bouclages en vigueur, et que l'Autorité palestinienne devait accomplir des progrès significatifs dans les domaines de la sécurité et de la réforme des institutions. Les donateurs ont approuvé les conclusions du rapport et sont convenus qu'en consultation avec eux, la Banque mondiale devait élaborer une série d'indicateurs permettant de mesurer les résultats obtenus par les deux parties. Ils ont conclu que les parties devraient travailler en étroite coordination pour mener à bien le désengagement, dans le cadre de la Feuille de route.

65. À l'échelon local, le Comité local de coordination de l'aide et ses organes subsidiaires que sont le Groupe de la politique humanitaire et des interventions d'urgence, l'Équipe spéciale chargée de l'exécution des projets et les groupes de travail sectoriels, ont continué d'œuvrer pour assurer la coordination entre les donateurs. Le Comité s'est lui-même réuni à 13 reprises.

66. Dans le cadre du suivi de la réunion tenue à Londres le 1^{er} mars 2005, la communauté internationale a entamé des consultations afin d'examiner et d'intégrer les structures de coordination de l'aide des donateurs. Ce processus avait pour objectifs de mieux harmoniser les travaux relatifs à l'aide internationale et à la réforme, de renforcer le rôle de chef de file de l'Autorité palestinienne dans le domaine de la gestion de l'aide, et de veiller à ce que la coordination entre les donateurs soit assurée plus efficacement. Les nouvelles structures envisageables pour la coordination de l'aide des donateurs ont été présentées à l'Autorité palestinienne en avril 2005.

V. Défis à relever

A. Défis d'ordre politique, économique et social

67. En dépit des premières mesures encourageantes prises par les deux parties à la fin de 2004 et au début de 2005, il reste encore une tâche primordiale à accomplir sur le plan politique, à savoir instituer un dialogue politique global et donner suite aux engagements et obligations qui incombent à chaque partie au titre de la Feuille de route. La communauté internationale, l'ONU et le Quatuor devront saisir l'occasion qui leur est offerte et redoubler d'efforts afin de parvenir à mettre en œuvre l'intégralité de la Feuille de route, telle que le Conseil de sécurité l'a approuvée dans sa résolution 1515 (2003).

68. Dans les domaines social et économique, plusieurs problèmes continueront de faire obstacle aux progrès. Si les bouclages internes et externes ne sont pas sensiblement assouplis, ils continueront d'entraver gravement le relèvement de l'économie et l'existence de possibilités de développement pour la majorité des Palestiniens. La réforme des institutions publiques palestiniennes et l'amélioration de leur capacité d'assumer un rôle majeur dans la gestion de l'aide, la planification du développement et la prestation effective des services sociaux, seront des défis supplémentaires, qui revêtiront un caractère d'urgence pendant et immédiatement après le désengagement. Le système des Nations Unies devra s'employer, de manière cohérente, à trouver les moyens de soutenir les institutions palestiniennes pendant cette période critique.

69. Il faudra s'efforcer en priorité d'améliorer sensiblement la qualité de vie des Palestiniens en Cisjordanie comme dans la bande de Gaza, tout en jetant les bases d'un relèvement de l'économie sur le long terme.

70. Bien que la situation économique paraisse s'être stabilisée et que les activités du secteur privé connaissent une croissance depuis 2003, les progrès accomplis sur la voie du relèvement de l'économie ne profiteront vraisemblablement pas de la même manière à l'ensemble des Palestiniens. Nombre d'entre eux, réfugiés ou non, ont perdu leurs biens et leurs moyens d'existence pendant la deuxième Intifada, et ils iront probablement grossir les rangs des personnes vivant dans une pauvreté chronique. À moyen terme, ils devront donc bénéficier d'une aide sociale ciblée. Dans un proche avenir, les institutions publiques ne devraient être en mesure de financer et de mettre en œuvre qu'une partie des programmes d'aide sociale de grande envergure. Dans ces conditions, la communauté internationale devra continuer d'apporter un important soutien financier. Il faudra prendre des mesures énergiques pour garantir que ce soutien renforce effectivement les capacités de l'Autorité palestinienne en matière de planification sociale et de prestation de services.

71. Sur le plan opérationnel, les bouclages, les restrictions imposées pour des raisons de sécurité et les incertitudes quant à la mesure dans laquelle les autorités israéliennes respectent les privilèges et immunités des Nations Unies, continueront probablement d'entraver considérablement l'accès et donc la mise en œuvre des programmes d'assistance de l'ONU. Pour y remédier, les organismes des Nations Unies, avec l'appui de leurs sièges respectifs, devront adopter une approche commune plus ferme concernant cette question de l'accès.

B. Besoins non satisfaits et nouveaux besoins

72. La majorité des organismes des Nations Unies auront besoin d'un soutien immédiat pour mettre en œuvre un ensemble de mesures visant à lutter contre les problèmes persistants que sont la pauvreté, la vulnérabilité sociale et l'insécurité alimentaire. Il s'agira notamment de créer des emplois, d'offrir des possibilités de microcrédit, ainsi que de fournir des services sociaux essentiels et une aide alimentaire ciblée en cas de besoins pressants. En 2004, ces besoins ont été analysés et définis pour une période de trois ans, dans le cadre d'un programme national de protection sociale s'inscrivant dans le plan de développement à moyen terme de l'Autorité palestinienne.

73. Les collectivités qui subissent les répercussions de la construction de la barrière auront des besoins de plus en plus divers, mais les interventions continueront de poser aux donateurs et aux organisations internationales des problèmes complexes d'ordre juridique, social et politique. En particulier, les implications juridiques de divers types d'aide humanitaire, notamment la prestation de services sociaux provisoires, doivent être attentivement examinées lors de la phase de conception des différents projets. Le Ministère de la planification a lancé un processus visant à aider les partenaires internationaux à sélectionner des projets qui répondent aux obligations juridiques internationales. En outre, le Comité local de coordination de l'aide continuera d'étudier avec les donateurs et les organisations internationales les interventions appropriées à entreprendre au titre des programmes pour venir en aide aux populations touchées par la barrière. Par ailleurs, une fois

terminée, cette barrière entravera les déplacements entre Jérusalem-Est et la Cisjordanie, et l'on craint que cela soit préjudiciable aux opérations des organismes des Nations Unies qui sont tributaires des services d'agents recrutés sur le plan national pour renforcer les effectifs, et qui doivent pouvoir se déplacer entre ces zones.

74. Les besoins à court terme liés au plan de désengagement engloberont vraisemblablement la mise à disposition préalable de fournitures et de denrées alimentaires ainsi que la préparation de services d'urgence, en vue de faire face aux aléas politiques ou sécuritaires pendant et immédiatement après le retrait d'Israël. À plus long terme, les besoins correspondant aux programmes mis en œuvre par le système des Nations Unies qui découleront du désengagement s'annoncent complexes et seront fonction de la nature et de l'ampleur du retrait lui-même, ainsi que des liens territoriaux et commerciaux avec le reste du territoire palestinien occupé, Israël et la région. Les besoins futurs dépendront aussi de la capacité de l'Autorité palestinienne de donner une image ferme d'elle-même, garantir une administration efficace, et assurer effectivement la prestation des services publics, notamment en matière de sécurité, dans les zones de retrait israélien.

VI. Observations

75. Vers la fin de la période considérée, des évolutions encourageantes ont été enregistrées dans le domaine politique, les Palestiniens comme les Israéliens ayant réaffirmé leur engagement en faveur de la Feuille de route et de cessation des hostilités. Pour qu'il soit possible de régler pacifiquement ce conflit, qui continue de faire des victimes et de dévaster des collectivités, il faudra que les deux parties tiennent leurs engagements jusqu'au bout. Si l'on peut espérer que les possibilités qui se dessinent prennent corps, les Palestiniens devront cependant encore faire face pendant l'année à venir à de graves difficultés socioéconomiques et relever de formidables défis dans les domaines de la réforme et de la gouvernance.

76. Aussi, les organismes des Nations Unies, les donateurs et les organisations humanitaires devront, en 2005 et en 2006, satisfaire à toute une série de besoins de programmation concernant l'assistance au peuple palestinien, tout en s'efforçant de répondre aux besoins pressants à court terme sans omettre de veiller à ce que le développement soit cohérent à moyen et à long terme. Il est donc indispensable que la communauté internationale continue de fournir les ressources nécessaires aux programmes d'assistance au peuple palestinien.

77. Les parties ne doivent ménager aucun effort pour faciliter la tâche des entités des Nations Unies et de leurs partenaires, qu'il s'agisse de donateurs ou d'organismes d'aide. J'engage en particulier le Gouvernement israélien à assouplir les restrictions et à travailler en étroite coopération avec les organismes des Nations Unies, les donateurs et les organisations humanitaires afin de veiller à ce que l'aide soit acheminée et les projets de développement exécutés dans leur intégralité et en temps voulu. L'Autorité palestinienne contribuerait à faciliter un tel effort si elle prenait des mesures efficaces pour répondre aux soucis de sécurité d'Israël.

78. L'aide internationale peut contribuer à alléger les souffrances du peuple palestinien, mais ce n'est qu'en appliquant un processus de paix et en réglant le conflit de manière intégrale et définitive que l'on parviendra à instaurer un développement et une prospérité viables et durables, au lieu de devoir gérer la crise

et assurer le relèvement. Pour ce faire, il faut mettre en œuvre l'intégralité de la Feuille de route du Quatuor, qui a été élaborée en vue de mettre fin au conflit israélo-palestinien et à l'occupation qui a commencé en 1967.

79. L'objectif plus large de l'ONU, mais aussi de l'ensemble de la communauté internationale, reste l'instauration d'une paix juste, durable et globale au Moyen-Orient, sur la base des résolutions 242 (1967), 338 (1973), 1397 (2002) et 1515 (2003) du Conseil de sécurité, ainsi que l'établissement d'un État palestinien souverain, démocratique, viable et d'un seul tenant, vivant côte à côte avec Israël, dans la paix et la sécurité.

Notes

- ¹ Banque mondiale, *Stagnation or Revival? Israeli Disengagement and Palestinian Economic Prospects* (Stagnation ou reprise? Le désengagement israélien et les perspectives économiques palestiniennes), décembre 2004.
- ² Sur 1,3 million de Palestiniens au total qui souffriraient d'insécurité alimentaire, 560 000 sont des réfugiés, contre 750 000 qui ne le sont pas. La moitié des provinces de la Cisjordanie et de la bande de Gaza ont conservé leurs niveaux d'insécurité alimentaire, tandis que la situation s'est aggravée dans un quart d'entre elles et améliorée dans un autre quart.
- ³ Selon la définition établie par l'OIT.
- ⁴ Selon des études menées par l'Institut universitaire d'études du développement en 2001, 2002 et 2003, le pourcentage d'enfants qui travaillent est passé de 10 à 23 %.
- ⁵ Calcul du Bureau du Coordonnateur spécial des Nations Unies pour le processus de paix au Moyen-Orient fondé sur les données relatives à la circulation de marchandises communiquées par le Ministère des finances de l'Autorité palestinienne et par les forces nationales de sécurité.
- ⁶ Bureau du Coordonnateur spécial des Nations Unies pour le processus de paix au Moyen-Orient, *Economic Adaptation and Fragmentation in the rural West Bank* (Adaptation économique et fragmentation des zones rurales de la Cisjordanie, non publié).